



RAPPORT D'ACTIVITÉ ALÈS GROUPE - PREMIER SEMESTRE 2017

ACTIVITÉ DU SEMESTRE

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2017 s'est établi à 121,5 millions d'euros en repli de 0,7 %.

L'activité en France (39,5 % du chiffre d'affaires consolidé), a enregistré au cours du semestre un chiffre d'affaires de 48,0 millions d'euros en repli de 7,6 %.

L'international (60,5 % de l'activité du groupe) s'inscrit en progression de 4,4 % à taux courants avec un chiffre d'affaires de 73,5 millions d'euros au cours du semestre. Les filiales clôturent à 58,1 millions d'euros à taux courants (+0,5 %). Les ventes vers les distributeurs progressent de 22,3 % avec un chiffre d'affaires de 15,5 millions d'euros qui inclut les ventes aux nouveaux distributeurs suisse et britannique.

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE

Le groupe a arrêté l'activité commerciale de sa filiale anglaise et l'a transférée à un distributeur à partir de début avril 2017.

Pour préserver sa situation financière et compte tenu de ses engagements vis-à-vis de ses partenaires financiers, le groupe a proposé à l'Assemblée Générale se tenant le 27 juin 2017 de ne pas distribuer de dividendes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016. Cette résolution a été approuvée par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

ACTIVITÉ DU SEMESTRE PAR METIER

En 2016, les trois métiers du groupe se sont répartis ainsi :

| | |
|---------------------|--------|
| capillaire : | 49,2 % |
| soins cosmétiques : | 48,1 % |
| parfums : | 2,7 % |

ACTIVITÉ DU SEMESTRE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Le chiffre d'affaires international s'élève à 73,5 millions d'euros et représente 60,5% du chiffre d'affaires consolidé du groupe, alors que le chiffre d'affaires France, avec 48 millions d'euros, représente 39,5 % du chiffre d'affaires consolidé.

En termes d'évolution par zone géographique, la France est en repli de 7,6%, particulièrement affectée par les ruptures subies au premier semestre. Le secteur d'activité internationale s'inscrit en progression de 4,4 % à taux courants.

Le tableau 4.5.1 de l'annexe consolidée présente le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel selon les critères d'organisation de l'activité du groupe au 30 juin 2017.

PRÉSENTATION ET COMPARABILITÉ DES COMPTES SEMESTRIELS

Les comptes consolidés du premier semestre 2017 sont présentés conformément aux normes IFRS. La liste des sociétés composant le groupe et le pourcentage de détention figure dans l'annexe des comptes consolidés.

Le groupe a arrêté l'activité commerciale de sa filiale anglaise et l'a transférée à un distributeur à partir de début avril 2017.

Au 31 décembre 2016, pour se conformer à la pratique majoritaire constatée pour son secteur d'activité, le groupe a opté pour l'enregistrement de la taxe CVAE, calculée en fonction de la valeur ajoutée et supportée par les sociétés françaises en charge d'impôt conformément à l'option ouverte par IAS12. Le compte de résultat du premier semestre 2016 a été retraité pour assurer la comparabilité des comptes. L'effet de ce changement de présentation sur le premier semestre 2016 est de 516 milliers d'euros en diminution des frais généraux et administratifs et en augmentation de la charge d'impôt.

Il n'y a pas eu d'autres changements de méthode ou de présentation sur le premier semestre 2017 ayant un effet significatif sur les comptes consolidés.

COMPTE DE RÉSULTAT SEMESTRIEL CONSOLIDÉ NON AUDITÉ

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2017 s'est établi à 121,5 millions d'euros en repli de 0,7 %.

La marge brute à 63,6 millions d'euros enregistre un repli de 6% relevant de différents facteurs tels que la dégradation des conditions de marché sur certains pays européens, la prise en compte d'obsolescences en prévision du lancement de nouvelles lignes de produits ou du fait de nouvelles contraintes réglementaires et, enfin, d'un effet de base défavorable au plan industriel par rapport au premier semestre 2016.

Le résultat opérationnel courant ressort en perte de 1,4 million d'euros alors que les frais marketing et commerciaux à 48,5 millions d'euros ainsi que les frais généraux et administratifs à 16,2 millions d'euros sont contenus.

L'anticipation de ce résultat a conduit le groupe à publier un avertissement sur résultat le 10 août 2017.

En ce qui concerne les charges non récurrentes à 2,9 millions d'euros, leur augmentation de 0,5 million d'euros correspond aux coûts associés à l'arrêt de la filiale britannique.

Compte tenu de ces éléments, le résultat opérationnel est négatif à -3,4 millions d'euros.

Le résultat financier reste négatif à 2,4 millions d'euros mais il est en voie d'amélioration n'ayant plus à supporter les charges de mise en place des emprunts obligataires Euro PP et des nouvelles lignes de crédit RCF de début 2016.

Le résultat net consolidé enregistre, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, une perte de 6,3 millions d'euros sur le semestre.

BILAN SEMESTRIEL CONSOLIDÉ NON AUDITÉ

La structure du bilan consolidé appelle les remarques suivantes :

Au passif : les capitaux propres part du groupe s'élevaient à 75,5 millions d'euros au 30 juin 2017. Les dettes financières sont en progression avec 97,2 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 85,1 millions d'euros au 31 décembre 2016. Elles intègrent l'emprunt obligataire de 60 millions d'euros levé en février 2016.

L'augmentation de l'endettement net de 15,1 millions d'euros par rapport à la situation du 31 décembre 2016 correspond pour partie à un alourdissement temporaire des stocks en préparation des importants lancements du second semestre (ligne LIERAC LIFT INTEGRAL et nouvelle ligne dermocosmétique JOWAE), à une augmentation des créances clients affectées par la progression du chiffre d'affaires dans des pays méditerranéens et au maintien d'investissements indispensables.

A l'actif : les stocks sont en légère progression à 50,6 millions d'euros contre 48,3 millions d'euros au 31 décembre 2016. Ils intègrent les éléments nécessaires pour assurer les lancements prévus au deuxième semestre 2017.

L'encours client à 58,4 millions d'euros est normal sur la période.

La trésorerie consolidée est en repli de près de 3 millions d'euros pour atteindre 34,4 millions d'euros.

FACTEURS DE RISQUES

RISQUE GÉOGRAPHIQUE DISTRIBUTEURS

L'exposition du groupe à l'activité de zones sensibles reste limitée car les ventes aux distributeurs locaux sont facturées en euros.

RISQUE DE LIQUIDITÉ ET RISQUES FINANCIERS

Le groupe a pour politique de disposer de lignes de crédit pour faire face à tout besoin éventuel. Au 30 juin 2017, les lignes de crédit non utilisées s'élevaient à 57 millions d'euros. Ces lignes sont assorties de covenants similaires à ceux de l'emprunt obligataire Euro PP et détaillées en note 4.2.2 de l'annexe des comptes consolidés.

La répartition par échéance des dettes à plus d'un an, ainsi que les précisions complémentaires relatives aux risques d'exigibilité des dettes financières figurent en note 4.2.2 de l'annexe des comptes consolidés.

RISQUE DE TAUX

Les notes 4.2.2 de l'annexe des comptes consolidés détaillent le risque de taux et les instruments de couverture correspondant. Au 30 juin 2017, le groupe a mis en place des opérations de couverture de taux sur certains crédits baux.

RISQUE DE CHANGE

Dans le cadre de la gestion de son exposition au risque de change, le groupe a mis en place des couvertures, telles les ventes à terme de devises pour les facturations des filiales étrangères hors zone euro, et les options de change sur les budgets de vente aux filiales dès lors qu'ils représentent un risque jugé significatif. La note 4.1.12 de l'annexe des comptes consolidés détaille le risque de change et les instruments de couverture correspondant.

Les filiales étrangères facturent la totalité de leurs clients en devise locale, à l'exception de la filiale Alès Group Asia qui facture en devise locale, en USD et en euros.

RISQUE JURIDIQUE

Il n'existe pas de litige non provisionné représentant individuellement un risque significatif pour le groupe.

RESSOURCES HUMAINES

L'effectif salarié moyen du groupe est de 1 156 collaborateurs.

EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE DU SEMESTRE

Il n'y a pas eu d'événements susceptibles d'avoir un impact sur les comptes et dont le groupe a eu connaissance postérieurement au 30 juin 2017.

PERSPECTIVES

Du fait d'un programme de lancement particulièrement dynamique au second semestre (notamment avec le lancement de JOWAÉ en France, en Italie et en Belgique), le groupe entend compenser en partie le repli du premier semestre et ainsi recouvrer sur l'ensemble de l'exercice 2017 un résultat opérationnel courant positif.

Par ailleurs, le Directoire étudie un plan de rationalisation et d'optimisation en vue de redresser les performances économiques du groupe à court et moyen termes.

PLAN DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS OU D' ACHAT D' ACTIONS

Il n'existe pas de plan de souscription d'actions ni d'achat d'actions.

DILUTION POTENTIELLE AU 30 JUIN 2017

L'Assemblée Générale du 27 juin 2017 a autorisé le Directoire à émettre tout titre de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite d'un montant nominal de quinze millions d'euros ; cette autorisation qui n'a pas été mise en œuvre expirera le 27 août 2019.

Au 30 juin 2017, il n'existe pas de valeur mobilière donnant accès au capital.

ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS

Une résolution a été approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 juin 2016 visant à autoriser le Directoire, après autorisation préalable du Conseil de Surveillance, à procéder à une ou plusieurs attributions gratuites d'actions dans la limite globale de 3% du capital social de la société (à la date de décision de l'attribution) au profit de membres du personnel (salariés ou mandataires sociaux) du groupe.

Aucune attribution n'a été effectuée au cours du premier semestre 2017.

CAPITAL

Le capital de la société s'élève, au 30 juin 2017, à la somme de 29 044 208 euros divisée en 14 522 104 actions de 2 euros de valeur nominale.

ACTIONNARIAT SALARIÉ

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de commerce, il est indiqué que les salariés de la société détenaient 0,7% du capital de la société au 30 juin 2017.

Par ailleurs, conformément aux dispositions légales en vigueur, le Directoire a soumis à l'Assemblée Générale du 27 juin 2017 un projet de résolution afin que celle-ci lui délègue, pendant une durée de 26 mois, sa compétence à l'effet de décider une augmentation de capital en numéraire à réserver aux salariés participant à un PEE. Cette résolution a été rejetée par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LES DIRIGEANTS

Aucune opération n'a été déclarée à la société et à l'AMF par des dirigeants, des hauts cadres non-dirigeants ou par des personnes auxquelles ils sont étroitement liés au cours du semestre.

LISTE DES MANDATS DES MANDATAIRES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ AU 30 JUIN 2017

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Monsieur Patrick ALÈS :

Président du Conseil de Surveillance de la SA ALÈS GROUPE.

Président du Conseil d'Administration des SA : LABORATOIRES PHYTOSOLBA et LABORATOIRES LIERAC (fin des deux mandats le 1^{er} août 2017 ces sociétés devenant des SAS).

Président de la SAS AVILA.

Président de la société ALES GROUPE ESPAÑA (Espagne) (démission effective le 6 juillet 2017).

Monsieur Romain ALÈS :

Vice-Président du Conseil de Surveillance de la SA ALÈS GROUPE.

Président des SAS PARFUMS CARON, PHYTALÈS, CASTER.

Administrateur des SA : LABORATOIRES PHYTOSOLBA et LABORATOIRES LIERAC (fin des deux mandats le 1^{er} août 2017 ces sociétés devenant des SAS).

Président de la Société ALÈS GROUPE SUISSE (nomination effective à la Présidence de ALES GROUPE ESPAÑA le 6 juillet 2017).

Madame Jacqueline ALÈS :

Représentant de la SAS AVILA, membre du Conseil de Surveillance de la SA ALÈS GROUPE.
Directeur Général de la SAS AVILA.
Administrateur des SA : LABORATOIRES LIERAC, LABORATOIRES PHYTOSOLBA (fin des deux mandats le 1^{er} août 2017 ces sociétés devenant des SAS).

Madame Thérèse FOSSARD :

Membre du Conseil de Surveillance de la SA ALÈS GROUPE.
Administrateur indépendant des SA : LABORATOIRES LIERAC, LABORATOIRES PHYTOSOLBA. (fin des deux mandats le 1^{er} août 2017 ces sociétés devenant des SAS).

Monsieur Bernard LAGRANGE :

Membre du Conseil de Surveillance de la SA ALÈS GROUPE

Madame Sylvie ALÈS

Membre du Conseil de Surveillance de la SA ALÈS GROUPE

Madame Patricia ALÈS

Membre du Conseil de Surveillance de la SA ALÈS GROUPE

Monsieur Yahn ALÈS

Membre du Conseil de Surveillance de la SA ALÈS GROUPE

Monsieur Serge MASSAT

Membre du Conseil de Surveillance de la SA ALÈS GROUPE

DIRECTOIRE

Monsieur Raphael YOUSRI :

Président du Directoire de la SA ALES GROUPE.
Directeur Général non administrateur des SA : LABORATOIRES PHYTOSOLBA, LABORATOIRES LIERAC (démission effective de ces deux mandats le 1^{er} août 2017 et simultanément nomination à la Présidence de ces deux sociétés transformées en SAS).
Président des SAS : DISTRI'COIFF, BOY DIFFUSION, ALÈS GROUPE DISTRIBUTION, LABORATOIRE DUCASTEL, ALÈS GROUPE INDUSTRIE, FRANKLIN ROOSEVELT COIFFURE ET BEAUTE.
Directeur Général de la SAS CASTER.
Président des sociétés ALÈS GROUPE ITALIA SPA (Italie), ALÈS GROUP Inc. (USA), ALÈS GROUPE CANADA, BRASLINK BRASIL.

Monsieur Olivier BIANCHI :

Directeur Général, membre du Directoire de la SA ALÈS GROUPE
Président de la SAS ALÈS GROUPE FRANCE.
Directeur Général de la SAS LABORATOIRE DUCASTEL
Directeur des sociétés : ALÈS GROUPE UK, ALÈS GROUPE ASIA, ALÈS GROUPE HK
Co- gérant de la Société ALÈS GROUPE ISTANBUL.

Monsieur Marc JEREMIE :

Membre du Directoire de la SA ALÈS GROUPE
Administrateur de la société ALÈS GROUPE HELLAS (Grèce)

Monsieur Stéphane SERISET :

Membre du Directoire de la SA ALES GROUPE

Monsieur David GODARD :

Membre du Directoire de la SA ALÈS GROUPE

DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS CONSENTIES AU DIRECTOIRE

A - Délégations de pouvoirs consenties au Directoire par l'Assemblée Générale Mixte (prise en session extraordinaire) du 27 juin 2017 en vue de procéder à des augmentations de capital.

| | Plafonds autorisés | Utilisés | Solde subsistant | Date d'expiration |
|---|---------------------|----------|---------------------|-------------------|
| 1) Emissions d'actions ou valeurs mobilières donnant droit à des actions. Plafonds applicables individuellement en cas : - d'émission avec droit préférentiel de souscription des actionnaires (13 ^{ème} résolution) - d'émission avec suppression de ce droit (15 ^{ème} résolution) | 15 M € nominal | NEANT | 15 M € nominal | 27.08.2019 |
| 2) Augmentation de capital par incorporation de réserves, primes, etc... (12 ^{ème} résolution) | 15 M € nominal | NEANT | 15 M € nominal | 27.08.2019 |
| 3) Augmentation de capital réservée à des salariés adhérents d'un P.E.E. ou P.P.E.S.V. (16 ^{ème} résolution) * | 5% du nbr d'actions | NEANT | 5% du nbr d'actions | 27.08.2019 |

*Résolution rejetée par l'Assemblée Générale des Actionnaires

B – Délégation de pouvoirs consentie au Directoire par l'Assemblée Générale Mixte (prise en session ordinaire) du 23 juin 2016 en vue de procéder à des achats d'actions dans le cadre de l'article L 225-209 du Code de Commerce.

| | Plafonds autorisés | Utilisés | Solde | Date d'expiration |
|--|--------------------|----------|--------------|-------------------|
| Achat d'actions dans la limite de 10 % du capital (10 ^{ème} résolution) | 43 566 300 € | 82 566 € | 43 483 734 € | 27.12.2018 |

FRANCHISSEMENT DE SEUILS ET DÉCLARATION D'INTENTION

La SAS AVILA détenait, au 30 juin 2017, un total de 11 409 444 actions soit 78,57% du capital et 86,69 % des droits de vote de la société ALÈS GROUPE.

La société de droit luxembourgeois Charity & Investment Merger Arbitrage Fund déclarait détenir, au 27 juin 2017, un total de 233 470 actions soit 1,61 % du capital et des droits de vote de la société ALÈS GROUPE.

ACTIONS DÉTENUES EN AUTO CONTRÔLE RÉGULATION DE COURS, ACQUISITION PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES ACTIONS

Au 30 juin 2017, la société ne détenait aucune action en auto contrôle.

RÉGULATION DE COURS, ACQUISITION PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES ACTIONS

Le 8 octobre 2008, ALÈS GROUPE a confié à un prestataire de services d'investissements la mise en œuvre d'un contrat de liquidité portant sur les actions ordinaires de la société ALES GROUPE, selon la Charte de déontologie de l'AFEI et approuvée par l'AMF.

Au 30 juin 2017, ce compte totalisait 6 600 titres, soit 0,04 % du capital et disposait d'une trésorerie de 67 769 euros.

JETONS DE PRESENCE

L'Assemblée Générale du 27 juin 2017 a décidé de fixer à 90 000 euros le montant des jetons de présence alloués au Conseil de Surveillance pour l'exercice en cours, montant réparti à égalité entre chacun des membres du Conseil.
